

présenté par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à la session précédente<sup>5</sup>, dans lequel il est indiqué que la République-Unie de Tanzanie a dû accueillir de nouveaux réfugiés du Mozambique. Ces

<sup>5</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Suppléments No 12 et 12A.

faits ont d'ailleurs été exposés au Comité chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et à la Quatrième Commission par la délégation tanzanienne.

*La séance est levée à 18 h 40.*

## 2002<sup>e</sup> séance

Vendredi 19 octobre 1973, à 15 h 10.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2002

### POINT 56 DE L'ORDRE DU JOUR

**Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (fin)**  
[A/9133 et Add.1 à 3, A/C.3/L.2010/Rev.1, A/C.3/L.2011/Rev.1, A/C.3/L.2013 à 2015]

1. M. LÖFGREN (Suède) dit que sa délégation se mêle rarement à des débats de procédure, mais rappelle qu'il est d'usage que les auteurs d'un projet de résolution fassent connaître dès que possible leurs vues concernant les amendements et suggestions dont leur texte a fait l'objet. C'est dans cet esprit que M. Löfgren avait demandé la parole à la séance précédente pour présenter ses vues concernant les propositions faites par les représentants du Danemark, de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite. M. Löfgren confirme que sa délégation accepte l'amendement proposé par le Danemark. C'est peut-être à tort qu'il a qualifié d'amendement la proposition faite par le représentant de l'Arabie Saoudite; il fait observer, toutefois, que le mot "amendement" figure bien, à propos de cette proposition, dans le communiqué de presse relatif à la séance en question. Quoi qu'il en soit, M. Löfgren estime que la proposition du représentant de l'Arabie Saoudite, qu'elle soit qualifiée d'amendement ou de suggestion, doit être examinée avec le plus grand soin en raison de l'expérience et de l'érudition uniques que possède son auteur en matière de droits de l'homme. Le représentant de la Suède demande que ses observations sur ce point soient reflétées très fidèlement dans le compte rendu analytique de la séance.

2. La délégation suédoise a étudié avec beaucoup d'intérêt et de sympathie la proposition du représentant de l'Arabie Saoudite, mais M. Löfgren souligne que le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1 porte sur la procédure à suivre alors que la proposition de l'Arabie Saoudite porte sur le fond même de la question; pour cette raison, il serait préférable d'examiner cette dernière lors de la session suivante.

3. Certaines observations de caractère général ont été formulées par quelques délégations, en public et en privé. C'est ainsi qu'il a été dit que l'initiative suédoise manquait de sérieux, n'avait pas suffisamment été préparée et venait à un mauvais moment. Pourquoi, a-t-on dit, insister plus particulièrement sur l'article 5 de la Déclaration? M. Löfgren estime que cette attitude résulte d'un malentendu, dû peut-être au fait que certains représentants n'ont pas entendu la déclaration

faite par le représentant permanent de la Suède pour présenter ce projet de résolution à la 1998<sup>e</sup> séance. M. Löfgren tient à leur disposition des exemplaires de cette déclaration s'ils souhaitent en prendre connaissance. M. Löfgren souligne que le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1 répond à des préoccupations très sérieuses du Gouvernement suédois, comme en témoigne la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de la Suède à l'Assemblée générale (2149<sup>e</sup> séance plénière). Par ailleurs, il n'est guère approprié d'évoquer le caractère sélectif des efforts entrepris par la Suède dans ce domaine : le Gouvernement suédois s'est toujours montré très actif dans le domaine des droits de l'homme. C'est ainsi que le représentant de la Suède a présenté à la 861<sup>e</sup> séance de la Commission politique spéciale, le 11 octobre, un projet de résolution concernant le traitement des prisonniers en Afrique du Sud<sup>1</sup>, à la Quatrième Commission, c'est à nouveau le représentant permanent de la Suède qui a proposé la création d'un comité spécial chargé de faire une enquête sur les massacres perpétrés au Mozambique; la délégation suédoise s'est montrée très active à la Première Commission à propos de la question des armes telles que le napalm, et à la Sixième Commission en ce qui concerne la question des droits de l'homme en période de conflit armé. Ces quelques exemples ne portent que sur la session en cours de l'Assemblée générale. Par ailleurs, le représentant de l'Irak peut témoigner des efforts actifs déployés par M. Löfgren au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, notamment en ce qui concerne les violations des droits de l'homme en Afrique.

4. M. Löfgren souligne que les efforts du Gouvernement suédois à propos de la torture s'inscrivent dans le contexte de l'action globale que ce gouvernement mène contre toutes les violations des droits de l'homme. M. Löfgren a reçu des instructions très formelles de son gouvernement à cet égard et il précise que si une autre délégation souhaite présenter un projet de résolution se rapportant à un autre article de la Déclaration, elle peut être assurée que la délégation suédoise l'étudiera avec le plus grand soin. Quant à la question de la torture proprement dite, le Gouvernement suédois sait très bien combien il sera difficile de lutter contre ce fléau, mais il ne pensait pas que des difficultés commenceraient à se présenter dès mainte-

<sup>1</sup> A/SPC/L.264.

nant à la Troisième Commission. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement suédois ne pourra accepter aucune suggestion visant à supprimer ou à atténuer les dispositions fondamentales de son projet de résolution.

5. M. LÖFGREN note toutefois que personne n'a mis en question l'existence de la torture. Plus concrètement, il est admis qu'à l'heure actuelle des hommes et des femmes sont soumis à la torture et le moins qu'on puisse faire, à cet égard, c'est de proposer que cette question soit examinée, non pas cette année mais l'année prochaine, pour donner à tous les gouvernements le temps de se demander de quelle manière ils pourront contribuer à un effort concerté dans ce domaine. M. LÖFGREN souligne que la coopération de tous les gouvernements, et non pas seulement de ceux qui sont membres, par exemple, de la Commission des droits de l'homme, est nécessaire.

6. En ce qui concerne les amendements proposés par l'Égypte (A/C.3/L.2015), les auteurs n'ont pu se consulter afin d'adopter une position unique. La délégation suédoise, pour sa part, est disposée à les accepter car ils complètent le texte initial. Elle ne peut toutefois revenir sur le point fondamental, à savoir que l'examen de la question doit constituer un point distinct de l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale, car cela serait contraire aux instructions formelles qu'elle a reçues de son gouvernement. En conséquence, M. LÖFGREN demande au représentant de l'Égypte s'il accepterait à titre de compromis d'envisager un projet de résolution refondu qui contiendrait les éléments positifs de ses amendements mais aussi le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution commun.

7. Le PRÉSIDENT dit qu'à la séance précédente il avait offert la parole à ceux qui voulaient présenter des amendements et non aux représentants qui avaient des observations à faire concernant des amendements. Par ailleurs, il confirme qu'il n'existe pas d'amendement du représentant de l'Arabie Saoudite. Il ne s'agissait que de suggestions.

8. M. WIGGINS (Etats-Unis d'Amérique) appuie vigoureusement le projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1 dans lequel a été incorporé l'amendement constructif de la République socialiste soviétique de Biélorussie (A/C.3/L.2012) au texte initial. Il est également en faveur de l'amendement de la Trinité-et-Tobago (A/C.3/L.2014). La délégation des Etats-Unis demande à figurer sur la liste des auteurs du projet de résolution, tel qu'il a été modifié.

9. M. VALDERRAMA (Philippines) rappelle que la délégation philippine s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1. Par ailleurs, elle appuie le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1, ainsi que les amendements de l'Égypte (A/C.3/L.2015) et est en faveur de l'amendement danois (A/C.3/L.2013).

10. Mme DE BARISH (Costa Rica) dit que sa délégation se félicite de l'accueil reçu par le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1 présenté par la Suède au nom de diverses délégations, dont celle de son pays. Elle fait observer que même les délégations qui n'approuvent pas le mécanisme proposé dans ce projet de résolution reconnaissent la nécessité de consacrer une attention particulière à l'application de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

l'un des articles les plus importants de cet instrument. Les auteurs ont fait tout leur possible pour tenir compte des suggestions qui leur ont été faites et les ont presque toutes acceptées. La délégation costa-ricienne espère que la Commission approuvera l'examen de cette question en tant que point distinct de l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, de manière à marquer d'une façon concrète le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration.

11. Par ailleurs, la délégation costa-ricienne appuie le projet de résolution présenté par l'Afghanistan au nom de nombreuses autres délégations (A/C.3/L.2011/Rev.1) et elle se félicite que les auteurs aient accepté l'amendement y relatif de la Biélorussie (A/C.3/L.2012), qui complète de manière très appropriée le texte initial. A cet égard, Mme de Barish demande aux auteurs d'accepter d'ajouter à l'alinéa b du paragraphe 2 du projet de résolution les mots suivants "et le protocole facultatif s'y rapportant", car elle estime nécessaire de mentionner d'une manière complète les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, tels qu'ils ont été approuvés et ouverts à la signature le 16 décembre 1966. Le Gouvernement costa-ricien, qui a signé et ratifié les deux Pactes ainsi que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, souhaite que ce dernier ne soit pas omis. Etant donné qu'il est désormais trop tard pour présenter formellement un amendement, Mme de Barish fait appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils acceptent sa proposition.

12. M. MACRAE (Royaume-Uni) déclare que le Royaume-Uni désire se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1.

13. M. SCOTLAND (Guyane), rappelant que la délégation guyanaise n'a pas pris part au débat général, tient à déclarer formellement que son gouvernement est convaincu que la Déclaration universelle des droits de l'homme constitue l'idéal à atteindre par tous les gouvernements dans le traitement de leurs ressortissants. C'est pourquoi la délégation guyanaise est également l'un des auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1. Elle se félicite du programme prévu par l'Organisation des Nations Unies pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire. Celui-ci constitue une étape dans la lutte menée par l'Organisation pour persuader tous les Etats de respecter les droits et les libertés fondamentales. Les efforts que l'ONU déploie dans ce sens sont importants car, comme la délégation guyanaise l'a déjà déclaré, seule la volonté des Etats assure le respect des résolutions et déclarations des Nations Unies, réalité dont il est tenu compte dans le projet de résolution. Aussi la délégation guyanaise espère-t-elle qu'il sera accepté sans qu'il soit nécessaire de le mettre aux voix.

14. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1, si M. Scotland pense, comme les auteurs, que la torture ne connaît pas de frontière, il partage toutefois les réserves de la délégation jamaïcaine (2001<sup>e</sup>me séance) et se demande si ce projet de résolution constitue le meilleur moyen de marquer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'adoption d'une résolution de procédure n'est qu'un geste et M. Scotland se demande, en outre, s'il est judicieux de choisir un seul domaine. En effet, comme l'a déclaré le

Secrétaire général dans l'introduction (A/9001/Add.1) à son rapport sur l'activité de l'Organisation : "Un autre obstacle qu'il faudra surmonter est la tentation d'aborder les problèmes un à un, en dehors de leur contexte, et de rechercher des solutions rapides et faciles alors qu'on se trouve en présence de problèmes intrinsèquement complexes qui, pris dans leur ensemble, présentent un réseau d'interrelations où chaque élément influe sur tous les autres".

15. Compte tenu de ce qui précède, M. Scotland estime que les amendements égyptiens (A/C.3/L.2015) reflètent une conception plus réaliste de la question.

16. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) se félicite que les auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2011 aient accepté l'amendement de la République socialiste soviétique de Biélorussie qui améliorerait leur texte et aient saisi la Commission du projet de résolution révisé (A/C.3/L.2011/Rev.1). Bien que ce projet ne fasse pas mention de toute une série de décisions importantes de l'Assemblée générale — telles que la déclaration sur la décolonisation ou celle sur le progrès social — la délégation soviétique le juge acceptable ainsi que les amendements présentés par la Trinité-et-Tobago (A/C.3/L.2014).

17. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1, M. Smirnov estime que l'amendement du Danemark (A/C.3/L.2013) renforce le texte initial. A propos des paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet A/C.3/L.2010/Rev.1, M. Smirnov dit que, de l'avis de sa délégation, le paragraphe unique proposé par l'Égypte dans le document A/C.3/L.2015 place la question dans une perspective plus juste. En effet, c'est seulement lorsque la question aura été étudiée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et par la Commission des droits de l'homme qu'il sera possible d'examiner comment l'Assemblée générale devra procéder.

18. M. CATO (Ghana) se félicite de l'appui apporté au projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1 dont le Ghana est l'un des auteurs. La Déclaration universelle des droits de l'homme est un document très important dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies car il indique comment la communauté internationale cherche à régler le problème de la discrimination. Pour sa part, le Ghana a prévu un programme très ambitieux pour célébrer comme il se doit le vingt-cinquième anniversaire de cet instrument. Bien qu'il y ait lieu d'être satisfait de certains des résultats obtenus, il faut espérer que de nouveaux progrès seront enregistrés à l'avenir et il est donc approprié que le projet de résolution invite tous les pays à s'engager à nouveau à résoudre les problèmes qui ne l'ont pas encore été et à ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

19. Mme WARZAZI (Maroc) dit que la délégation marocaine n'aura aucune difficulté à adopter les projets de résolution et les amendements proposés. Toutefois, elle tient à appeler l'attention du Secrétariat sur la justesse de la traduction française. En ce qui concerne les amendements égyptiens (voir A/C.3/L.2015), Mme Warzazi pense, en effet, que dans les deux nouveaux alinéas proposés l'expression "Consciente du fait" doit être remplacée par l'expression "Prenant note du fait". En outre, dans le deuxième amendement

égyptien les mots "de la mesure dans laquelle" n'ont, de l'avis de Mme Warzazi, pas de sens. Elle suggère que le paragraphe proposé par la délégation égyptienne soit rédigé comme suit : "Prie le Secrétaire général d'informer l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de la suite qui aura pu être donnée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ou par la Commission des droits de l'homme à l'étude de cette question".

20. En ce qui concerne les amendements A/C.3/L.2014, Mme Warzazi estime, comme la représentante de la Trinité-et-Tobago, qu'il faut bien indiquer dans le projet A/C.3/L.2011/Rev.1 que de nombreux objectifs n'ont pas encore été atteints. Aussi serait-elle portée à adopter, à cet effet, la solution proposée par la délégation de la Trinité-et-Tobago et qui consisterait à faire cette observation dans un alinéa distinct. Mais il faudrait dire "n'ont pas encore été atteints" et non "n'ont pas encore été atteints". Il conviendrait également, afin de renforcer le préambule, que la fin dudit alinéa se lise comme suit : "et demandant instamment que tous les peuples et toutes les nations s'engagent à nouveau à les réaliser".

21. Le PRÉSIDENT fait savoir que le Secrétariat tiendra compte des suggestions de la délégation marocaine.

22. M. VON KYAW (République fédérale d'Allemagne) appuie le projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1 — dont il désire devenir l'un des auteurs — ainsi que les amendements A/C.3/L.2014.

23. La délégation de la République fédérale d'Allemagne appuie également le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1 et l'amendement proposé par la délégation danoise sous la cote A/C.3/L.2013. Par contre, l'amendement égyptien (voir A/C.3/L.2015), bien que présentant un certain intérêt, n'est pas suffisamment concret et pratique et n'indique pas assez clairement que la question devra être à nouveau examinée par l'Assemblée à sa vingt-neuvième session, compte tenu des résultats des travaux de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et du Conseil économique et social.

24. M. BAL (Mauritanie) fait savoir que les Philippines se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1. Après s'être consultés, les auteurs ont jugé que les amendements de la Trinité-et-Tobago (A/C.3/L.2014) amélioreraient leur projet et ils ont demandé au Secrétariat de les incorporer dans leur texte révisé.

25. M. NENEMAN (Pologne) appuie sans réserve le projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1 dans lequel a été incorporé l'amendement de la République socialiste soviétique de Biélorussie (A/C.3/L.2012). Par ailleurs, il ne s'oppose pas aux amendements de la Trinité-et-Tobago (A/C.3/L.2014).

26. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1, la délégation polonaise appuie les deux premiers alinéas du préambule et est en faveur des amendements proposés par le Danemark (A/C.3/L.2013) et l'Égypte (A/C.3/L.2015). Ces trois éléments permettraient d'établir un projet de résolution tenant davantage compte de la façon dont la Troisième Commission travaille habituellement, car il est en effet

normal qu'une question soit examinée par des organes subsidiaires avant de l'être par l'Assemblée générale.

27. M. AL-QADHI (Irak) pense, après s'être entretenu avec les délégations intéressées, qu'il est possible de présenter un texte combinant le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1 et les amendements A/C.3/L.2013 et A/C.3/L.2015. Dans le préambule, les deux premiers alinéas du texte publié sous la cote A/C.3/L.2010/Rev.1 seraient conservés, mais seraient complétés par les deux alinéas proposés dans le premier amendement égyptien (voir A/C.3/L.2015). Le dispositif comprendrait — dans un ordre qui resterait à décider ultérieurement — les paragraphes proposés par le Danemark (A/C.3/L.2013) et, à la place du paragraphe 1 du dispositif du projet A/C.3/L.2010/Rev.1, le paragraphe proposé dans le deuxième des amendements de l'Égypte (voir A/C.3/L.2015). Le paragraphe 2 du texte serait remplacé par le texte suivant : “*Décide d'examiner cette question en relation avec la détention et l'emprisonnement en tant que point de l'ordre du jour d'une session ultérieure de l'Assemblée générale*”.

28. D'autre part, M. Al-Qadhi pense que dans les amendements de l'Égypte il conviendrait, dans le texte anglais, de remplacer dans le premier alinéa proposé l'expression “*dealing in the field of human rights*” par “*dealing with the field of human rights*”.

29. Le PRÉSIDENT croit comprendre que les auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1 et la délégation égyptienne ont accepté le texte que vient de proposer la délégation irakienne. Puisqu'il s'agit d'un texte refondu et non d'un amendement, le Président déclare que la Commission peut, si elle le désire, l'accepter par voie de consensus.

30. M. FØNS BUHL (Danemark) suggère, puisque la Commission est toujours saisie des amendements de l'Égypte (A/C.3/L.2015), d'ajouter, dans le deuxième de ces amendements, les mots “et ses autres organes subsidiaires intéressés” après “ou la Commission des droits de l'homme”.

31. Le PRÉSIDENT rappelle au représentant du Danemark que les propositions égyptiennes ne constituent plus des amendements puisqu'elles ont été acceptées par les auteurs et incorporées dans le texte du projet de résolution.

32. M. PAPADEMAS (Chypre) pense que le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme intéresse tous les pays et tous les gouvernements. La Commission est maintenant saisie d'un texte combinant le projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1 et les amendements acceptés par les auteurs — dont Chypre. L'adoption de ce texte conclurait l'examen du point 56 et M. Papademas espère qu'il sera adopté à l'unanimité et qu'un plus grand nombre de délégations, venant de tous les groupes, se joindront aux auteurs.

33. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1, tendant à introduire une nouvelle question à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à savoir la mise en œuvre de son article 5, la délégation chypriote est prête à contribuer maintenant comme à l'avenir à l'abolition de la torture. Elle se félicite que les auteurs aient pu incorporer dans ce texte les amendements proposés et elle espère que ce projet sera bientôt adopté.

34. M. VAN WALSUM (Pays-Bas) aimerait obtenir quelques éclaircissements. En effet, lorsque la délégation danoise a proposé un sous-amendement à un des amendements égyptiens (A/C.3/L.2015), le Président a déclaré que le texte proposé par l'Égypte était déjà incorporé dans le projet de résolution et ne constituait plus un amendement. Le Président voulait-il dire par là que la proposition danoise ne pouvait plus être prise en considération ? La délégation néerlandaise, qui rappelle qu'elle compte au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1, estime que la suggestion de la délégation danoise est très pertinente : il conviendrait en effet de faire état non seulement de la Commission des droits de l'homme, mais également des autres organes subsidiaires du Conseil économique et social qui n'ont pas été mentionnés en raison d'une omission de la part des auteurs.

35. Le PRÉSIDENT a déclaré en effet que l'amendement égyptien avait été incorporé dans le projet de résolution. Pour ce qui est de la suggestion du Danemark, il appartient aux auteurs de l'accepter ou de la rejeter, mais elle ne pourra être adoptée qu'en tant que partie du texte révisé des auteurs.

36. M. MOUSSA (Égypte) remercie le Président de laisser aux auteurs la possibilité d'ajouter quelques mots à leur texte. Puisque les mots proposés par la délégation danoise viendraient s'insérer dans le texte proposé par la délégation égyptienne dans son deuxième amendement (A/C.3/L.2015), M. Moussa aimerait suggérer quelques légères modifications de forme qui, espère-t-il, seront acceptées. Il s'agirait de remplacer les mots “par l'intermédiaire du Conseil économique et social” par les mots “au titre du rapport du Conseil économique et social” et d'ajouter après les mots “ou la Commission des droits de l'homme” les mots “et par d'autres organes intéressés”.

37. Le PRÉSIDENT dit que si les auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1 l'acceptent, la modification proposée oralement par le Costa Rica sera incorporée à leur texte.

38. M. BAL (Mauritanie) déclare que les auteurs n'acceptent pas la proposition du Costa Rica tendant à ajouter les mots “et le protocole facultatif s'y rapportant”. L'amendement de la délégation marocaine a été accepté par la délégation de la Trinité-et-Tobago, qui l'a jugé pertinent.

39. Le PRÉSIDENT demande au secrétaire de la Commission de donner lecture du projet A/C.3/L.2010/Rev.1, en tenant compte des amendements et des modifications acceptés par les auteurs.

40. M. LÜTEN (Secrétaire de la Commission) dit que le texte final du projet de résolution se présente de la façon suivante : les deux premiers alinéas du préambule prévus dans le document A/C.3/L.2010/Rev.1 sont maintenus. A ces deux alinéas viennent s'ajouter les deux alinéas proposés par l'Égypte sous la cote A/C.3/L.2015. Le dispositif comporte tout d'abord les deux paragraphes proposés par le Danemark (A/C.3/L.2013), puis celui proposé par l'Égypte sous la cote A/C.3/L.2015, tel qu'il a été remanié oralement par la délégation égyptienne. Ce paragraphe se lit comme suit :

“*Prie le Secrétaire général d'informer l'Assemblée générale, au titre du rapport du Conseil économique*”

et social, de la suite qui aura pu être donnée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ou la Commission des droits de l'homme et par d'autres organes intéressés, à l'étude de cette question''.

Le paragraphe 4 du dispositif est celui dont le représentant de l'Irak a donné lecture.

41. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission décide d'adopter sans le mettre aux voix le projet de résolution A/C.3/L.2010/Rev.1 tel qu'il a été modifié.

*Il en est ainsi décidé.*

42. Mme DE BARISH (Costa Rica), prenant la parole sur un point d'ordre, demande si les auteurs du projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1 ont accepté la suggestion de sa délégation.

43. Le PRÉSIDENT rappelle que la suggestion du Costa Rica n'a pas été retenue et il demande au secrétaire de la Commission de donner lecture du texte du projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1, incorporant les amendements A/C.3/L.2015 et A/C.3/L.2014, tels qu'ils ont été modifiés.

44. M. LÜTEN (Secrétaire de la Commission) dit que le texte est le suivant : les deux premiers alinéas du préambule figurant dans le document A/C.3/L.2011/Rev.1 sont maintenus, ainsi que la première partie du troisième alinéa se terminant par les mots "Déclaration universelle des droits de l'homme".

45. Après ces trois alinéas vient s'insérer l'alinéa dont le texte français a été proposé par le Maroc et qui se lit comme suit :

*"Regrettant que de nombreux objectifs de la Déclaration universelle des droits de l'homme n'aient pas encore été atteints et demandant instamment que tous les peuples et toutes les nations s'engagent à nouveau à les réaliser".*

Viennent ensuite les quatrième et cinquième alinéas du texte initial (A/C.3/L.2011/Rev.1).

46. Le dispositif est celui qui figure dans le document A/C.3/L.2011/Rev.1, remanié en tenant compte des troisième et quatrième amendements proposés par la Trinité-et-Tobago dans le document A/C.3/L.2014.

47. Le PRÉSIDENT dit que s'il n'y a pas d'objection il considérera que le projet de résolution A/C.3/L.2011/Rev.1, sous sa forme révisée, est adopté à l'unanimité.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

**Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (suite\*)** [A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2 et XXX, sect. B; A/9018, A/9094 et Add.1 et 2, A/9095, A/9139, A/9177] :

**b) Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid** (A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.2, A/9095)

48. M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme), présentant la rubrique *b* du point 53 de l'ordre du jour relative au projet de convention sur

l'élimination et la répression du crime d'apartheid, dit que la note du Secrétaire général dont la Commission est saisie (A/9095) et l'additif qui sera publié incessamment contiennent des renseignements sur l'origine, l'évolution et l'état actuel de la question.

49. Le Directeur de la Division des droits de l'homme rappelle qu'à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale la Troisième Commission était saisie d'un projet de convention en vue de l'élimination et de la répression du crime d'apartheid, présenté par la Guinée et l'Union des Républiques socialistes soviétiques<sup>2</sup>. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2786 (XXVI), avait prié le Secrétaire général de transmettre ce texte à la Commission des droits de l'homme et avait recommandé à la Commission et au Conseil économique et sociale d'examiner la question en priorité, en coopération avec le Comité spécial de l'apartheid, et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-septième session, le projet de convention qu'ils auraient élaboré. Après avoir examiné le projet de convention ainsi qu'un projet de résolution présenté par le Nigéria, le Pakistan et la République-Unie de Tanzanie et concernant un protocole distinct à annexer à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 4 (XXVIII)<sup>3</sup>, a prié le Secrétaire général de communiquer aux gouvernements le texte des projets de convention et de protocole afin qu'ils fassent part de leurs observations, lesquelles seraient transmises à l'Assemblée générale.

50. Dans sa résolution 2922 (XXVII), l'Assemblée générale, qui était saisie d'une nouvelle version du projet de convention présentée par la Guinée, le Nigéria et l'Union des Républiques socialistes soviétiques<sup>4</sup> ainsi que des amendements y relatifs présentés par l'Égypte<sup>5</sup>, a prié le Secrétaire général de communiquer au Comité spécial de l'apartheid et aux Etats Membres le texte révisé du projet de convention et les amendements y relatifs, afin qu'ils fassent connaître leurs observations, et elle a invité le Conseil économique et social à prier la Commission des droits de l'homme d'examiner le texte révisé du projet de convention et des amendements et de soumettre ses observations à l'Assemblée générale. La Commission des droits de l'homme a constitué à cette fin un groupe de travail qui, après avoir étudié le texte du projet de convention et les amendements y relatifs ainsi que les observations des gouvernements et les amendements suggérés par les membres de la Commission, s'est mis d'accord sur 17 articles à inclure dans le projet de convention. Certains membres du Groupe de travail ayant estimé que la Commission devrait émettre des directives précises concernant la nature du mécanisme d'application de la convention, le Groupe a décidé de ne pas examiner l'article relatif à la mise en œuvre de la convention.

51. Dans sa résolution 16 (XXIX)<sup>6</sup>, la Commission des droits de l'homme a approuvé le préambule et les

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Annexes, point 54 de l'ordre du jour, document A/8542, par. 32.

<sup>3</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-deuxième session, Supplément No 7, chap. XIII.

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes, point 50 de l'ordre du jour, document A/8880, par. 42.

<sup>5</sup> Ibid., par. 43.

<sup>6</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément No 6, chap. XX.

\* Reprise des débats de la 1990ème séance.

articles du projet de convention mis au point par le Groupe de travail, à l'exception de l'article susmentionné, qui aurait constitué l'article VIII du projet.

52. Sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social, par sa résolution 1784 (LIV), a approuvé le projet de convention soumis par la Commission et a recommandé à l'Assemblée générale de l'examiner et de l'approuver à sa présente session.

53. Par ailleurs, le Secrétaire général avait transmis au Comité spécial de l'*apartheid* le projet de convention révisé ainsi que les amendements y relatifs. Le Comité a examiné ces textes et a décidé d'approuver le projet de convention tel qu'il avait été modifié par la Commission des droits de l'homme aux fins d'en saisir l'Assemblée lors de sa présente session. M. Schreiber indique qu'un aperçu des observations faites par les

membres du Comité spécial de l'*apartheid* figure au paragraphe 10 de la note du Secrétaire général.

54. Le Directeur de la Division des droits de l'homme indique, pour terminer, que le texte du projet de convention soumis à l'examen de la Troisième Commission est reproduit dans l'annexe du document A/9095 et que le projet d'article VIII relatif au mécanisme d'application de la Convention, que la Commission des droits de l'homme n'a pas examiné, sera publié sous forme d'additif à ce document.

55. Le PRÉSIDENT propose à la Commission d'entreprendre à la séance suivante l'examen du projet de convention, article par article, sans qu'il y ait de débat général proprement dit, étant entendu que toute délégation désireuse de faire une déclaration de caractère général pourra le faire.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 16 h 35.*

## 2003<sup>e</sup> séance

Lundi 22 octobre 1973, à 10 h 40.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2003

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

**Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (suite)** [A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2 et XXX, sect. B; A/9018, A/9094 et Add.1 et 2, A/9095 et Add.1, A/9139, A/9177] :

**b) Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (suite)** [A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.2, A/9095 et Add.1]

1. M. HUMAM (Yémen démocratique) dit que l'*apartheid* est l'un des grands problèmes qui font obstacle à la réalisation des droits de l'homme au sein de la communauté internationale. Il espère que la Commission ne se contentera pas de condamner la politique d'*apartheid*, comme elle l'a souvent fait dans le passé, mais qu'elle accordera une attention accrue aux mesures à prendre pour la combattre. A ce jour, l'action entreprise est sans rapport avec le nombre des résolutions et mesures adoptées par l'Organisation des Nations Unies. Si nombre de pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine, notamment, ont pris des mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud et ont rompu les relations politiques et économiques avec ce pays, d'autres, par contre, non seulement maintiennent leurs relations avec le régime raciste, mais continuent également à lui vendre des armes. Il est grand temps que ces pays cessent de se préoccuper uniquement de leurs intérêts économiques et se rappellent les principes qu'ils prétendent défendre.

2. L'Afrique du Sud, le Portugal et le régime illégal de la Rhodésie du Sud ont scellé une alliance colonialiste et raciste à laquelle Israël est également partie. L'Afrique du Sud et le régime sioniste entretiennent d'étroites relations politiques et économiques, et récemment le régime sud-africain a exprimé son soutien

pour la guerre menée par le régime raciste israélien contre les Arabes qui luttent pour libérer leurs terres occupées. Il est donc naturel que nombre de pays d'Afrique aient rompu des relations avec Israël, qui, par sa politique raciste à l'égard du peuple palestinien et des populations arabes des territoires occupés et par son refus de reconnaître les droits légitimes des Palestiniens, s'engage sur la voie tracée par l'Afrique du Sud. La politique d'Israël a été à l'origine des guerres du Moyen-Orient et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, et la politique d'*apartheid* en Afrique du Sud, si elle n'est pas éliminée, aura les mêmes conséquences.

3. Depuis son accession à l'indépendance en 1967, le Yémen démocratique a toujours eu la même attitude à l'égard du racisme et de la discrimination raciale; il a affirmé son soutien sans réserve aux peuples africains d'Afrique australe et a réclaté leur libération du colonialisme et de la domination des régimes de minorités blanches.

4. Le soutien de la République démocratique populaire du Yémen aux mouvements de libération nationale qui luttent contre le colonialisme et l'impérialisme est expressément énoncé dans la Constitution du pays. Par ailleurs, le Yémen démocratique a accédé à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

5. Par conséquent, la délégation du Yémen démocratique appuie pleinement le projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (A/9095, annexe et A/9095/Add.1) et espère qu'il sera ratifié par un grand nombre de pays et fermement appliqué, afin que les racistes ne puissent continuer d'agir impunément.